



Voyage au-delà de la guerre

Par [Danny Claes](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2006

Intal 28 septembre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#),
[Environnement](#)

« Pourquoi n'entend-t-on jamais notre version des faits ? Pourquoi vos médias relaient-ils toujours le point de vue des Israéliens ? Je vous demande cette fois de nous écouter et d'essayer de nous comprendre. » C'est là la réponse surprenante donnée par le docteur Nouhad Mansour, responsable du Secours Populaire Libanais à Halba, lorsque nous lui avons demandé si elle désirait transmettre un message au peuple belge. Durant une semaine, nous avons essayé de suivre son conseil : écouter et observer le Liban tel qu'il est après la sixième (!) invasion israélienne.

Nous, c'est Marthe, médecin, Selma, avocate, et Danny, coopérant. Pierre est notre quatrième homme et sa tâche est double. Libanais de naissance, ce Belge est de retour dans son pays pour la première fois après cinq ans. C'est également notre guide et interprète. Nous avons accepté, comme nous l'a demandé l'organisation de santé publique libanaise, Secours Populaire Libanais (SPL), d'entreprendre une mission dans leur pays dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Nous n'avons qu'une semaine et nous avons déjà perdu pratiquement une journée en Syrie. En effet, malgré l'arrêt des bombardements, l'aéroport de Beyrouth est toujours sous blocus israélien.

La route à travers la chaîne de montagne de Damas à Beyrouth est impraticable et beaucoup trop dangereuse en raison des nombreux cratères formés par les bombes. Nous devons donc faire un détour et entrer au Liban par le Nord. Notre taxibus est plein de boîtes de médicaments, rassemblées à la hâte par la communauté libanaise de Bruxelles et des sympathisants de Médecine pour le Tiers Monde. Un cadeau bien modeste mais qui, comme on le constatera par la suite, sera très apprécié des collaborateurs du SPL. Jusqu'à présent, ces médicaments ne nous avaient causé que des maux de tête. A l'aéroport, ils nous avaient déjà causé des soucis mais une fois à la frontière c'était pire encore. Quel que soit le pays dans lequel on se trouve, les douaniers sont toujours les personnes les plus agaçantes que l'on rencontre. Alors que la température ne cessait de monter, nous avons dû attendre des heures à la frontière, d'abord l'arrivée du bon responsable et ensuite celle du chef du bon responsable, avec le bon cachet.

Devant nous sur le mur une affiche de Bachar El Assad, le chef d'état de la Syrie, en compagnie de Nasrallah, le chef du Hezbollah. « Pure récupération », estime Pierre. « Assad tente de rehausser son image de faible. Quand la Syrie a-t-elle réellement résisté à Israël ? On est en droit de se le demander quand on voit qu'une partie du pays, le plateau du Golan, est occupé depuis 33 ans déjà par l'armée israélienne. » Pierre n'éprouve pas beaucoup de sympathie pour les régimes arabes de la région. Pas plus que pour le gouvernement libanais : « Une bande de maffieux. Des » Casinoboy « , devenus odieusement riches au détriment du peuple. La clique Hariri (le clan de l'ancien premier ministre assassiné l'an

dernier, NDR) possède une fortune de 20 milliards de dollars ! J'ai bien dit milliards ! »

Nous faisons une première halte à Halba. Cela ressemble à un grand hameau et pourtant c'est une ville. Même à Halba, située à 200 km de la frontière avec Israël, les écoles sont bondées de réfugiés. Nous sommes accueillis par le président du Secours Populaire Libanais, le docteur Ghassan El Achkar. En réalité, c'est déjà un vétéran mais il est de retour au poste à cause de la guerre. Tout au long de notre séjour, les responsables du SPL auront ce même air exténué. En effet, la période est plutôt agitée.

Le SPL, explique le docteur Ghassan, a un mode de fonctionnement assez exceptionnel. Cette organisation gère 28 policliniques, réparties dans tout le pays. Ces centres sont généralement gérés à leur tour par une équipe de responsables, avec tout au plus une infirmière pour le corps médical permanent. Cette équipe a pour tâche de trouver des médecins qui viennent travailler dans la clinique comme bénévoles, pour quelques heures ou quelques jours par semaine contre une modeste rétribution. Une consultation ne coûte qu'un quart du prix normal. *« A Halba, nous avons pu mettre sur pied une équipe de 56 médecins qui viennent à tour de rôle »*, raconte le docteur Nouhad Mansour. *« Je suis moi-même ophtalmologue et je travaille deux fois quatre heures par semaine à la clinique. Je propose en outre mes services pour la coordination du centre »*. En tant que coopérant, j'ai vite fait de faire le calcul. Cela fait en effet 56 spécialistes dans une seule commune, une chose dont on peut seulement rêver à Kinshasa. Que dis-je ? 56 spécialistes qui s'impliquent comme bénévoles, une chose dont on peut seulement rêver chez nous en Belgique ! Le Liban n'est pas un pays en voie de développement.

« Le Liban n'était pas un pays en voie de développement », rectifie Nouhad. *« Nous étions sur la bonne voie depuis cinq ans déjà, et plus exactement depuis l'expulsion des Israéliens en 2000, après 18 années d'occupation. La paix était revenue, la prospérité ne cessait de croître, les gens s'entendaient bien. A présent, nous sommes retournés 20 ans en arrière. »* Tout à Halba lui donne raison : les ponts qui surplombent les routes principales ont complètement été détruits par les bombardements. C'est pareil entre Halba et un petit bourg voisin. Pourquoi ? On est à 200 km de la frontière avec Israël ! Pour faire barrage au Hezbollah ? Mais le Hezbollah n'existe même ici ! Nous sommes dans une région chrétienne. Pour arrêter les livraisons d'armes ? Personne n'y croit ! Les simples armes de guerre dont se sert le Hezbollah, pas besoin de bombarder ponts et routes pour les trouver, nous aurions pu les dissimuler parmi nos boîtes de médicaments.

Le pays du cèdre

Au cours de notre séjour, nous avons reçu des Libanais diverses explications quant aux causes de la guerre qui sévit dans leur pays. Pour personne le Hezbollah ne constituerait une menace pour la survie d'Israël. Mais que le Liban en tant que nation représente un danger pour Israël, ça oui.

Tout d'abord, le Liban est un petit pays singulier. Pas plus grand que deux ou trois provinces belges, il compte 4 millions d'habitants (du moins c'est ce que l'on croit puisque là-bas il n'existe pas de recensement de la population) dont une très grande partie se trouve à l'étranger. En effet, ils sont de 12 à 16 millions de Libanais à vivre dans le reste du monde. Les Phéniciens de l'Antiquité étaient les grands marchands du Moyen-Orient, les Libanais, leurs descendants, sont aujourd'hui les marchands du monde entier. Quiconque a déjà voulu acheter une voiture d'occasion pourra le confirmer : *« Le Liban occupe une position stratégique et pourrait donc devenir un important carrefour commercial pour l'ensemble de*

la région, or Israël ne veut pas d'un Liban fort et puissant à ses frontières. Car pour Israël, lui seul pourra être le centre moderne du Moyen-Orient ».

Par ailleurs, le Liban est une véritable mosaïque de cultures. Dix-sept religions et sectes s'y côtoient en toute harmonie. *« Une preuve que la cohabitation est possible et que les conflits de religion sont inutiles. Mais cela aussi c'est une chose insupportable aux yeux d'Israël, une société basée sur la supériorité d'une religion unique. »* Le Liban est aussi un état religieux. Lorsque vous naissez au sein d'une communauté religieuse vous n'avez le droit de voter qu'au sein de cette même communauté. Ainsi, un million de chiites à Beyrouth n'ont le droit d'élire que six représentants. C'est là le quota auquel ils ont droit. Quant au président, il est toujours élu parmi l'élite chrétienne. Et ainsi de suite. Tout ce qui touche au droit de la personne est réglé au sein des communautés religieuses auxquelles les gens appartiennent. On est donc bien loin de la démocratie.

En 2005, le Parti Communiste libanais a lancé avec la collaboration d'une centaine d'ONG une campagne en faveur d'une réforme démocratique et radicale de la législation. Avec comme priorités : un système électoral démocratique selon le principe « un homme = une voix », la suppression des districts et partis religieux et la création de droits civiques généraux pour tous. Outre quelques petits partis, le Hezbollah a également signé cette plate-forme. C'est surtout l'élite chrétienne pro-occidentale qui s'oppose à cette réforme. Car, en effet, cela mettrait un terme à leur position de force.

L'agression perpétrée contre le Liban avait également pour objectif d'à nouveau encourager les hostilités entre les différentes communautés religieuses. Même si c'est surtout la communauté chiite qui a le plus souffert durant les bombardements, le Liban a réagi comme un seul peuple. Tous les groupes de population se sont organisés pour accueillir les réfugiés et le Hezbollah a lancé un appel pour une résistance armée nationale et unifiée contre l'agression. Une chose que l'Etat d'Israël n'avait pas du tout prévue.

Toutes ces discussions m'ont pris à contre-pied. Même si je sais très bien que selon la terminologie de Bush « démocrate » signifie proaméricain et « terroriste » toute personne qui est contre, je ne m'attendais pas à une image aussi nuancée des personnes qui adoptent une réelle attitude démocratique et celles qui ne le font pas. Le cliché « Hezbollah = terroriste » ne trouve nulle part une application. Lors d'une interview réalisée dans un petit village dévasté du Sud, un adolescent nous a posé une intrigante question : *« Pourquoi dites-vous que les personnes qui ont détruit nos maisons sont des démocrates et que les personnes qui nous aident à les rebâtir sont des terroristes ? »*

A contre-courant

De Halba, dans le Nord, nous sommes descendus directement dans le Sud. Nous devons loger à l'hôpital de Nabatiyeh, une petite ville située juste au-dessus de la rivière Litani qui forme en quelque sorte la frontière de la province méridionale. Le trajet était censé durer quelques heures seulement. *« On trouve au Liban les autoroutes les plus chères du monde »* plaisante Pierre. *« Hariri s'est fait des milliards grâce à l'aménagement de ces autoroutes. »* Et pourtant nous avons mis deux fois plus de temps que la normale car tous les 20 kilomètres nous devons emprunter des chemins de traverse, où d'immenses files avançaient lentement sur de tout petits ponts. *« Et encore on doit s'estimer heureux »,* poursuit notre guide, *« aujourd'hui est un jour férié et il n'y a pas école, le trafic est donc beaucoup moins dense qu'à l'accoutumée ».* Des voitures bondées de chaque côté de la route. Des gens qui rentrent chez eux dans le Sud mais aussi des familles qui en rentrant

ont trouvé leur maison totalement détruite et sont donc contraintes de retourner dans le Nord avec ce qu'elles ont pu sauver ...

Un million de personnes ont fui en quelques semaines de temps. C'est à peine croyable. Des milliers de personnes entassées dans les écoles, dans des appartements,... Tout le monde participe, partout on entend des récits héroïques de personnes et organisations qui ont fait l'impossible. A côté de cela, les lamentations du ministre Dewael et du Vlaams Belang concernant les 20.000 réfugiés qui sont venus s'installer en Belgique sur un an sont pitoyables... Egoïsme, voilà ce qu'ils proposent dans leur programme électoral. Au Liban, c'est toute une nation qui s'est battue pour sa survie. Et les réfugiés sont revenus, et vivent s'il le faut dans les décombres ou ce qu'il reste de leur maison. Une grande leçon de l'histoire. En 1948, le peuple palestinien était chassé de son pays mais jamais, non jamais il n'a pu revenir.

Ceux qui ont déjà participé à une action menée en faveur des Palestiniens sur les escaliers de la Bourse à Bruxelles, savent de quoi je parle. Une tête brûlée, souvent jeune, se lance dans une tirade sur ces « *terroristes arabes qui veulent repousser vers la mer tous les Juifs* ». C'est très pénible et souvent il n'y a pas de débat. « *Comment est-il possible de débiter de telles inepties ?* » me dis-je alors. Mais après cette expérience au Liban, je crains qu'il ne soit pas question d'ineptie. Cet homme croit réellement ce qu'il dit. Tout simplement parce que c'est la réalité du peuple israélien que de chasser les gens, les Palestiniens dans le désert, les Libanais au-delà de la rivière Litani ou en Syrie,... Pourquoi alors ne pourrait-il pas croire qu'on voudrait leur rendre la monnaie de leur pièce ? « *Bien oui* », disent les Libanais laconiques « *mais combien de fois avons-nous occupé Israël ou bombardé Tel Aviv ? Que devons-nous faire pour leur montrer que nous voulons la paix ?* »

Le couteau sous la gorge

A partir de Nabatiyeh, nous avons parcouru le Sud. Mais les maisons en ruine ne parlent pas et les gens ont du mal à exprimer leur peur et leur chagrin. Essayer d'obtenir des témoignages devient presque aussi pénible que d'arracher un sparadrap sur une plaie ouverte. « *C'est la guerre la plus atroce que nous ayons jamais vécue* », nous disent les médecins de Nabatiyeh. Et ils savent de quoi ils parlent puisqu'ils ont dû soigner des victimes arrivées des quatre coins du Sud. « *Ca m'est complètement égal que ma maison soit détruite* », raconte le docteur Tarek Malkhaled, anesthésiste, « *mais ce que je n'admets pas ce sont ces enfants que j'ai vu mourir sur ma table d'opération* ».

Selon Israël, l'objectif officiel était de créer une zone tampon dans le Sud. Comme c'est « propre ».

Après quelques efforts, nous sommes parvenus à reconstituer la formule israélienne pour « la création d'une zone tampon », celle-ci comprend cinq étapes :

1. Campagnes téléphoniques. C'est-à-dire l'envoi systématique de messages anonymes sur le gsm des gens du style : a) nous n'avons rien contre vous, c'est le Hezbollah que nous visons; b) si vous ne fuyez pas, vous risquez de mettre votre vie en jeu; c) nous allons vous écraser.

2. Vols d'avertissement. D'abord à haute altitude, ensuite avec des hélicoptères. Distribution de tracts enjoignant la population à fuir car des bombardements suivront.

3. Bombardements. Généralement en deux fois. La première fois sur des cibles civiles, des ponts, des habitations. La seconde fois sur des véhicules qui viennent apporter de l'aide aux zones sinistrées. Des ambulances donc.

4. Chars d'assaut. Destruction systématique de 40 à 80 % des habitations.

5. Bombes à fragmentation. 90% de ces bombes ont été lancées au cours des trois derniers jours du conflit, c'est-à-dire au moment où le cessez-le-feu était quasi certain.

Selma, notre avocate, a pris note de tous les témoignages qu'elle a pu recueillir. L'accusation est de plus en plus lourde : actes de terreur systématiques perpétrés contre la population civile dans le but de dépeupler la région. Des actes qualifiés de « crimes contre l'humanité ». Le problème c'est qu'Israël refuse de reconnaître le Tribunal pénal international et ne pourra dès lors jamais être cité à comparaître devant le Tribunal de La Haye. Quel métier frustrant que celui d'avocat en droit international.

« *Pour nous la guerre n'est pas terminée, elle va durer encore longtemps* », explique un chirurgien de Nabatiyeh. Les bombes à fragmentation font en moyenne quatre victimes par jour. Ce sont des bombes qui éclatent en plusieurs petites bombes, qui n'explosent pas directement et souvent on ne les voit pas parmi les buissons. Lorsque nous étions à l'hôpital, nous avons vu arriver un homme qui avait été touché par une telle bombe. Elle avait explosé dans ses mains alors qu'il élaguait un arbre. Marthe, notre médecin, a pris des photos et recueilli son témoignage. Quant à Selma, elle ne s'est pas sentie très bien, la chirurgie ce n'est pas pour elle.

La mission de déminage organisée par le ministre de la Défense Flahaut dans le cadre de l'ONU est en fait une reconnaissance de dette. La Belgique admet que ces armes visent la population civile et qu'il convient de les éliminer. Mais le gouvernement belge s'est-il opposé au lancement de ces bombes ? A-t-on pris des mesures contre l'Etat d'Israël ? Et l'auteur recevra-t-il la facture de la mission de déminage ?

Le mythe des deux camps belligérants

Lors de notre mission nous avons aussi voulu vérifier certaines questions préoccupantes.

Question : Jan Egeland, vice secrétaire général des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires, a déclaré à un moment donné que les deux camps en guerre rendaient difficile l'aide apportée à la population civile. « *Rien n'est plus faux* », nous a répondu le docteur Ahmed Sadek, vice-président du SPL. « *J'ai moi-même posé cette question à monsieur Egeland et celui-ci n'a pas été capable de me citer un seul exemple concret démontrant que le Hezbollah aurait entravé l'aide humanitaire ou se serait approprié cette aide. J'avais plutôt l'impression qu'il était en quelque sorte* » obligé « *de tenir ce genre de propos de manière à faire preuve d'un certain* » équilibre « *dans son discours* ».

Question : « *Le Hezbollah se sert de la population civile comme bouclier humain.* » « *C'est faux* », répond Ali Hajjali, chef de l'hôpital du SPL de Nabatiyeh. « *Ils ont tiré leur mortier depuis une esplanade située à un kilomètre d'ici. Il n'y a pas d'habitation dans les alentours. Les Israéliens ont bombardé ce terrain à deux reprises. Le lendemain, le Hezbollah était à nouveau là-bas et ils ont encore tiré au mortier depuis ce même emplacement.* »

Question : « *Mais c'est tout de même le Hezbollah qui a commencé la guerre ?* » Là, je peux moi-même dire que c'est faux. Israël en est déjà à sa sixième agression contre le Liban (voir

encadré). Le Hezbollah est né suite à l'occupation du Sud-Liban par Israël.

Question : « Mais le conflit actuel a tout de même débuté avec la prise d'otages de deux soldats israéliens ? »

Faux : il n'existe aucun lien causal avec l'agression. Israël a commencé par le kidnapping et la détention de 18 otages libanais. Certains d'entre eux sont emprisonnés depuis 25 ans déjà, sans aucune forme de procès. Les prises d'otages du Hezbollah sont donc une façon de réagir à cela et d'obtenir la libération de ces Libanais via un échange de prisonniers. Au fait, l'agression israélienne avait pour objectifs fondamentaux la destruction de l'infrastructure vitale du pays, le dépeuplement du Sud et l'anéantissement du Hezbollah. Ces objectifs figurent depuis bien longtemps déjà à l'ordre du jour de l'armée israélienne. Les faits parlent d'eux-mêmes. Qu'a fait Israël au cours de ces dernières années ? Préparer l'offensive, équiper l'armée d'avions et préparer ses chars d'assaut. Et qu'a fait le Hezbollah ? Creuser des tunnels dans les collines du Sud, se terrer en vue d'une guerre défensive. La population est reconnaissante envers le Hezbollah : « Lors de l'invasion de 1982, Israël s'est retrouvé à Beyrouth en trois jours. Aujourd'hui, ils stagnent toujours devant la rivière Litani. »



L'or bleu

Lors de notre voyage dans le Sud, nous avons forcément longé à plusieurs reprises la rivière Litani. « Tout tourne autour de cette rivière », explique notre guide. C'est dans le sol de cette région que se trouve l'approvisionnement en eau pour toute la zone et c'est également ici que les Israéliens continuent d'occuper les fermes de Sheba de manière à pouvoir contrôler l'approvisionnement en eau.

En 1919, Chaïm Weizmann, président de l'Organisation sioniste mondiale, a adressé une lettre au premier ministre britannique dans laquelle il lui demandait de déplacer les frontières de la Palestine (de l'époque) de manière à pouvoir contrôler tous les approvisionnements en eau dans la région : « *Tout l'avenir économique de la Palestine dépend de son approvisionnement en eau pour l'irrigation et pour la production d'électricité; et l'alimentation en eau doit essentiellement provenir des pentes du Mont Hermon, des sources du Jourdain et du Fleuve Litani (au Liban)... Nous considérons qu'il est essentiel que la frontière Nord de la Palestine englobe la vallée du Litani sur une distance de près de 25 miles (40 km) en amont du coude, ainsi que les flancs Ouest et sud de mont Hermon...* »

A l'époque déjà, le Golan, la région de Sheba et la rivière Litani étaient visés. Depuis, Israël a occupé cette région à plusieurs reprises. Le motif était différent à chaque fois mais l'eau finissait toujours par s'écouler en direction d'Israël.

Plus tard j'ai trouvé une petite carte qui illustre cela (voir plus bas). Tout comme les Israéliens ont « asséché » les agriculteurs palestiniens en détournant l'eau vers leurs colonies dans les Territoires Occupés, ils ont construit deux canaux qui prennent l'eau vitale du Sud-Liban et l'achemine en Israël pour approvisionner tout le pays. Au Liban, les collines sont asséchées et pourtant, les Libanais consomment des légumes et des fruits en abondance. Les agriculteurs et maraîchers utilisent l'or bleu avec mille précautions. Ci et là, on découvre parfois un lopin de terre irrigué. L'eau est ici plus chère que le pétrole. Les choses sont complètement différentes à la frontière israélienne. Vergers, prairies, plantations, tout est vert. L'objectif est clairement propagandiste : « Voyez comme nous avons su développer l'agriculture ! » Mais derrière tout cela se cache une mentalité coloniale : voler les matières premières des voisins, les gaspiller et le leur faire payer.

Israël en est déjà à sa sixième agression contre le Liban

1968 : raid sur Beyrouth, destruction de 13 avions civils

1978 : invasion du Sud-Liban (jusqu'à la rivière Litani)

1982 : opération « Paix en Galilée », invasion de tout le pays (avec occupation du Sud-Liban jusqu'en 2000)

1993 : opération « Règlement de comptes », opération militaire contre le Hezbollah et les Palestiniens

1996 : opération « Raisins de la Colère », bombardements dans le Sud du Liban, le Sud de Beyrouth et la vallée de la Beeka

2006 : agression et occupation

Welcome to the New Middle (b)East

De retour à Beyrouth, avec une halte à Saïda. Nous visitons le camp de réfugiés

palestiniens, Ein El Hilweh, et déposons des colis et de l'argent à l'hôpital Human Call. Nous achetons également dans la petite boutique locale à moitié vide des foulards, des pins et autres articles de solidarité pour la campagne « Un avenir pour la Palestine » menée par Intal et le groupe d'action « Droit au Retour ». Un nom de circonstance pour ce groupe de solidarité dynamique. Quoi de plus évident pour ces gens chassés de chez eux qu'un droit au retour ? Mais ici, c'est le monde à l'envers : les anciens réfugiés (Palestiniens) en accueillent de nouveaux (Libanais). Ein El Hilweh c'est aussi une petite ville surpeuplée avec des petites rues étroites qui malgré tout accueille des milliers de nouveaux réfugiés. La solidarité n'a pas de nationalité.

A Beyrouth, c'est un paysage lunaire qui s'offre à nous. Des décombres partout, des appartements à moitié détruits. C'est ici que se trouvait le quartier général du Hezbollah, et pour cette raison apparemment il a fallu bombarder maisons, magasins, hôpitaux, ... Au milieu de ces décombres se trouve une tente du Hezbollah. C'est ici que les volontaires, en général des jeunes, viennent se présenter pour proposer leur aide pour les travaux de déblayage. Les bulldozers, les camions et même les cordons de protection autour des édifices dangereux appartiennent au Hezbollah. Ce que l'on sait des combats du Hezbollah ce sont les images que diffusent nos chaînes télévisées, toujours les mêmes : des images de tirs au mortier. Mais le Hezbollah c'est avant tout un parti politique et un mouvement social qui à présent s'est lancé dans la bataille pour la reconstruction.

Le Hezbollah c'est un état dans l'état, entend-t-on dire parfois. Mais ce n'est qu'à moitié vrai. Nous avons constaté qu'il s'agit plutôt d'un « état » alternatif où l'état régulier est absent. Nulle part on a vu les autorités libanaises s'impliquer dans les travaux de déblaiement. Quant aux agents de police ils se contentent de régler la circulation. Voilà à quoi se limite l'Etat. Il est donc logique que le Hezbollah soit populaire. Même certains des plus fervents athées refusent catégoriquement d'en dire du mal. « *Nous ne sommes pas d'accord avec leur idéologie mais s'ils n'avaient pas été là, où serions-nous aujourd'hui ? Où se trouvait l'armée libanaise lorsqu'il fallait nous défendre ?* »

Le soir, nous avons logé chez des parents de Pierre, non loin de l'aéroport. Durant toute la soirée, la famille a parlé en arabe et Pierre a eu du mal à tout traduire. Mais le ton était clair : harb, qui signifie guerre en arabe, revenait sans cesse. Que va-t-il se passer avec la Syrie, avec l'Iran, et quand les Israéliens vont-ils organiser des représailles ? « Chaque fois qu'un conflit éclate quelque part dans la région, c'est nous qui en pâtissons. Nous avons un dicton au Liban qui dit « une guerre en cache une autre ». La question n'est pas de savoir si une autre guerre va éclater mais quand. Et pour l'instant le Liban se trouve dans le collimateur. Dans pareille situation, on ne peut pas se permettre de faire le difficile sur ses amis et alliés. Bush est occupé à remodeler le Moyen-Orient. L'Afghanistan est en ruines. En Irak, c'est la guerre civile et l'occupation. What next ? Bush a lui-même déclaré que la guerre contre le Hezbollah était une répétition générale pour une guerre contre l'Iran. » Nous avons regardé la télévision jusqu'à tard dans la soirée, trois ou quatre chaînes d'informations différentes.

Les parties impliquées

La veille de notre départ, c'est la consternation générale. Qui parle à la télévision libanaise ? Notre ministre des Affaires Etrangères, Karel De Gucht. Il prononce son message très froidement depuis la conférence de l'Union européenne. Il annonce que l'Europe enverra des troupes au Liban avec pour objectif... fermer la frontière avec la Syrie. Et il attend de l'armée libanaise qu'elle permette une telle chose. Cet homme annonce cela alors qu'Israël

bloque toujours l'aéroport et les ports libanais, qu'il continue d'effectuer des raids aériens chaque jour au-dessus du territoire libanais et qu'il envoie encore des paras pour commettre des attentats. Quelques jours plus tard, De Gucht a été rappelé à l'ordre par Kofi Annan. Le but n'est pas de bloquer la frontière avec la Syrie et encore moins de désarmer le Hezbollah. La discussion sur le rôle exact des Nations Unies n'aura pas lieu. Nos amis Libanais font remarquer que « *s'ils veulent vraiment mettre un terme à la guerre, pourquoi ne se postent-ils pas le long de la frontière israélienne ?* »

Au fait, les choses sont très claires : la Belgique est - via l'Europe - impliquée. Que ce soit sur le plan économique, politique et militaire, notre gouvernement est par tradition du côté d'Israël. Même si la Belgique tente de se donner une certaine image humanitaire en limitant son intervention au déminage, il ne faut pas être dupe et il faut savoir qu'un état membre de l'Union européenne, l'Allemagne, a durant la guerre vendu des armes à Israël. Les USA ne sont donc pas les seuls à avoir approvisionné l'armée israélienne. La mission de paix de Nations Unies risque de se transformer en un paternalisme déguisé. Il est grand temps qu'en Belgique les militants pour la paix reprennent leur ancien slogan : pas en notre nom.

(*) <http://www.libanvision.com/eau-liban.htm>

La source originale de cet article est Intal
Copyright © [Danny Claes](#), Intal, 2006

Articles Par : [Danny Claes](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca